

---

# DÉSAGRARISATION DE L'ÉCONOMIE PAYSANNE ET « RE FONCTIONNALISATION » DE LA LOCALITÉ RURALE AU MEXIQUE

ÉRIC LÉONARD\* & RAFAEL PALMA\*\*

**D**ÉPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 1980, le Mexique rural vit une accentuation des phénomènes de concentration spatiale des dynamiques de développement productif sur la base des structures territoriales modelées par les interventions publiques des décennies antérieures – les grands districts d'irrigation en particulier. Cette tendance s'est accélérée avec la ratification du Traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (Alena). On assiste ainsi à la recomposition et à la mise en réseau de certains territoires autour des filières de production, conditionnement et mise en marché de produits frais à forte intensité en travail et capital (fruits et légumes, tabac, élevages, hors-sol)<sup>1</sup> et, parallèlement, à la ségrégation d'espaces autrefois associés à ces filières sur un mode périphérique.

Le centre-sud du pays présente ainsi des situations contrastées entre, d'une part, des bassins où s'intensifient les processus d'intégration agro-commerciales et les transferts de technologie autour de la densification d'un tissu d'agro-industries et la consolidation de marchés de gros spécialisés (zones de grande culture maraichères des vallées de Puebla, Oaxaca et Cuautla, bassin avicole de Tehuacán) et, de l'autre, de larges pans du territoire, où les recompositions en cours des agricultures paysannes s'identifient à un double phénomène d'érosion des bases productives et de « repli » sur une production d'autosubsistance, parallèlement à la projection de nombre croissant d'actifs familiaux vers d'autres secteurs et d'autres espaces d'activité (photo p. 174).

\* Socio-économiste de l'IRD

\*\* Anthropologue du CIESAS



l'espace régional où elles demeuraient traditionnellement circonscrites, et, d'autre part, par le recentrage des stratégies des acteurs demeurés dans la localité rurale sur la captation des financements correspondant aux politiques de développement social. De façon paradoxale, l'extraversion croissante des économies familiales et leur projection vers un archipel d'espaces d'activité toujours plus éparpillés se conjugue ainsi avec le renforcement du poids de la localité rurale et du rôle des membres de la famille qui y demeurent dans l'organisation de cette « économie d'archipel » (Quesnel, 2002).

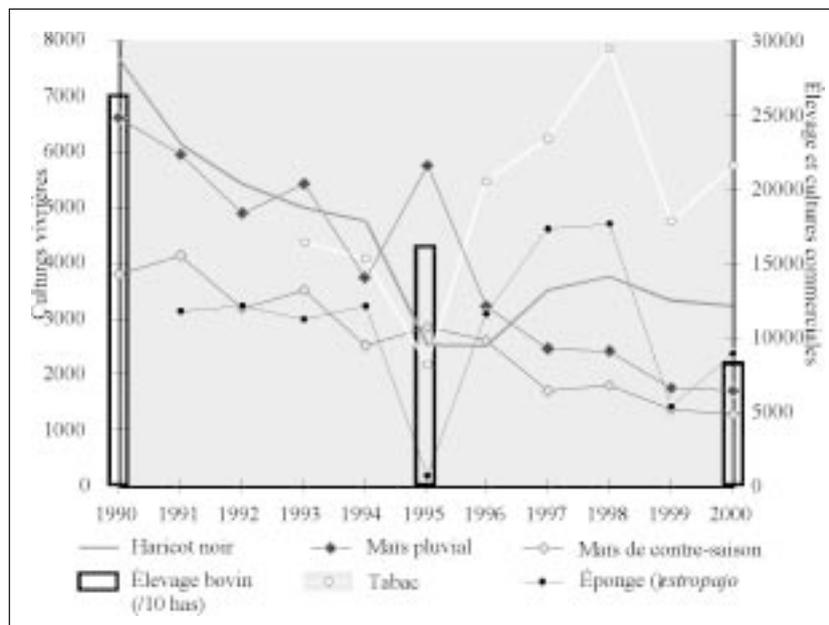
Le travail présenté ici se propose de mettre en évidence et d'analyser les modalités de cette recomposition à l'échelle d'un pays rural. Nous nous appuyons sur une recherche entreprise dans la région des Tuxtlas, au sud de l'État de Veracruz. Cet espace est peuplé par 10 675 familles et près de 56 000 habitants, répartis en 68 localités rurales ; dans leur quasi-totalité, ces villages ont constitué les points d'ancrage ou sont la résultante de la réforme agraire qui a abouti, entre 1924 et 1950, à la création de 41 *ejidos*. Aujourd'hui, cette région se caractérise par une forte densité démographique (en moyenne 135 habitants/km<sup>2</sup>), ainsi que par des niveaux élevés de marginalité qui en ont fait, au cours de la dernière décennie, l'un des espaces privilégiés de concentration des fonds de lutte contre la pauvreté et de développement social. Il s'agit d'une zone d'agriculture paysanne faiblement capitalisée, à l'exception de sa portion nord-est qui constitue, depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un bassin de production de tabac brun destiné au marché international des cigares, et le principal marché de travail de la région (Figure 1).

## L'ÉVOLUTION DES REVENUS PAYSANS AU COURS D'UNE DÉCENNIE DE « RÉGULATION PAR LES MARCHÉS » : LES SUBSIDES À LA PAUVRETÉ ET LA MIGRATION AU SECOURS DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Pour l'immense majorité des ménages paysans de cette région, comme dans la plupart des zones *ejidales* du pays, les années 1990 ont constitué une période d'effondrement sans précédent des revenus agricoles (Davis, 2000). La « dérégulation commerciale », l'élimination des subventions aux prix des produits et des intrants de l'agriculture, la privatisation ou la liquidation des agro-industries publiques qui opéraient dans la région (Tabamex, Conasupo), le tarissement presque absolu des crédits bancaires hors du secteur tabac – et même dans ce cas, leur fort contingentement – ainsi que la crise financière des années 1994-1995, ont défini un cadre d'extrême incertitude et de faible rentabilité pour la quasi-totalité des activités agricoles. À partir d'une hypothèse de continuité dans les itinéraires techniques, la figure 2 propose un suivi de l'évolution de la valeur ajoutée obtenue par hectare pour les principales cultures pratiquées dans la région, ainsi que pour l'élevage bovin.

Ce graphique met en évidence une érosion de la productivité de 70 % dans les cas de la culture du maïs et de l'élevage bovin et de presque 60 % pour le haricot. Si l'on envisage une rémunération de la main-d'œuvre familiale équivalant au salaire journalier en vigueur dans la région, la marge monétaire nette s'est dégradée de 77,5 % pour la culture du haricot et est devenue néga-

FIGURE 2 : ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE À L'HECTARE DES PRINCIPALES PRODUCTIONS AGROPASTORALES (EN PESOS DE 2000 – 1 PESO = 0,11 DOLLAR)



Sources : SAGAR, DDR 009, San Andrés Tuxtla, et enquêtes personnelles

tive dans le cas du maïs pluvial (elle aurait été de 3 dollars par hectare en 1999 et de 10,50 dollars par hectare en 2000). Si les cultures destinées exclusivement au marché, comme le tabac brun ou l'éponge (*Luffa spp*), n'ont pas subi une telle dépréciation, les variations erratiques de leur prix et les coûts financiers de leur réalisation, dans un contexte de fort coût d'opportunité du crédit, en ont fait des alternatives inaccessibles aux paysans ne disposant pas d'un accès aux canaux d'association avec le secteur privé. La culture de l'éponge, qui s'étendait sur plusieurs milliers d'hectares en 1997 et 1998, a ainsi virtuellement disparu depuis 2000; celle du tabac brun, qui avait connu un boom entre 1996 et 1998, est redevenue le privilège de ses opérateurs traditionnels : une demi-douzaine de grands cultivateurs privés et les 400 adhérents de l'Union d'*ejidos* de San Andrés Tuxtla (Léonard et Mackinlay, 2001)<sup>2</sup>.

Dans ce contexte, la mise en herbe de la surface agricole pour louer les pâturages ou obtenir du bétail en métayage, est devenue l'option la plus accessible à la majorité non capitalisée de la population paysanne et celle qui rémunère le moins mal son travail. La reconversion dans l'élevage demeure cependant limitée. En premier lieu, la stagnation du prix de la viande et l'accroissement du coût de ses intrants (produits vétérinaires, herbicides, fil de fer barbelé) en ont fortement réduit la rentabilité. Ensuite, l'élevage sur pâturages demeure une activité très extensive : en 2000, elle procurait une rémunération par hectare inférieure de moitié à celle du maïs; il fallait alors disposer de quinze d'hectares (contre

TABLEAU 1 : RECONVERSION PRODUCTIVE À L'ÉCHELLE DE LA SUPERFICIE SUBVENTIONNÉE (PROCAMPOIV) DANS L'ESPACE DE RÉFÉRENCE, 1995-2000 (CYCLE PLUVIAL)

Année	Sup. subventionnée	Maïs	Haricot	Prairies	Plantations forestières*	Cultures commerciales
1995	9 032,75 has	98 %	2 %			
2000	9 394 has	82,4 %	0,25 %	12,7 %	2,25 %	2,4 %

\* La superficie forestière correspond à la mise en œuvre d'un programme de plantation de cèdre rouge (*Cedrela odorata*) ; durant les 7 à 8 premières années de développement des arbres, les surfaces concernées sont utilisées comme pâturages

Source : Ministère de l'Agriculture (SAGAR), Distrito de desarrollo rural 009, San Andrés Tuxtla

4,5 en 1990 et 7,5 en 1995) pour obtenir d'un troupeau bovin un revenu équivalent au salaire agricole minimum de la région (environ 1 300 dollars annuels). Or la très grande majorité des exploitants est loin d'atteindre ce seuil : la surface moyenne à disposition des ejidataires est inférieure à 4,5 has, 42,7 % d'entre eux ayant moins de 3 hectares et 66,6 % moins de 5 has (Registro Agrario Nacional), chiffres qui masquent par ailleurs les cessions entre vifs réalisées au sein des familles.

Les statistiques établies par l'administration agricole soulignent ainsi la faible amplitude des processus de reconversion productive : entre 1995 et 2000, seulement 2,4 % des surfaces de maïs et de haricot auraient changé d'usage au profit de cultures commerciales (tabac, fruits et légumes, canne à sucre), 15 % étant intégrés à l'espace pastoral (Tableau 1). Cette situation reflète la position centrale que conserve la culture du maïs dans l'économie paysanne : en l'absence de systèmes institutionnalisés de crédit, la production de maïs demeure le principal moyen d'accès aux prêts usuraires et aux circuits d'échange réciproque qui opèrent au niveau local<sup>3</sup>; à travers l'embouche de porcs, le maïs alimente également la forme la plus accessible d'épargne domestique. Ces faibles taux de reconversion soulignent un phénomène de stagnation de l'activité agricole, qui contraste avec les attentes que leurs apologues avaient placées dans les politiques de dérégulation.

Si nous appliquons ces taux à l'ensemble de l'espace agricole, la valeur ajoutée actualisée (pesos de 2000) de la production réalisée hors des jardins domestiques, qui inclut les salaires redistribués à la main-d'œuvre agricole, aurait diminué de 60 % entre 1990 et 2000 – passant de 155,3 millions à seulement 62,5 millions de pesos – en dépit du boom qu'a connu la culture du tabac au cours de cette période (Tableau 2). Depuis l'entrée en vigueur de l'Alena, l'effondrement aurait atteint 53,5 %. Si l'on tient compte de l'évolution de la population rurale, le revenu par habitant correspondant à cette production serait passé de 3 100 pesos (333 dollars) en 1990 à 2 410 pesos (260 dollars) en 1995 et seulement 1 071 pesos (115 dollars) en 2000, une réduction de 66,5 % en dix ans et de 55,5 % au cours du dernier lustre.

### Une économie sous perfusion de transferts extérieurs

Contrastant avec l'amenuisement des flux de capitaux associés aux activités productives (investissements et rémunération de la production), les transferts liés aux politiques de contention de la pauvreté se sont considérablement accrus au cours des années 1990. Los Tuxtlas figurent parmi les zones prioritaires en la matière<sup>5</sup> et la quasi totalité des localités de la région ont bénéficié, depuis 1994-1995, d'un flux continu d'investissements publics, destinés tant au développement social qu'à l'attribution de subsides aux familles pauvres.

Entre 1990 et 2000, les fonds affectés à la réalisation d'infrastructures dans la zone d'étude (routes, écoles, dispensaires, adductions d'eau, drainage, électricité et éclairage public) ont ainsi sextuplé en termes réels, passant de 2,4 à près de 15,5 millions de pesos annuels. Ces fonds sont assignés à des organisations locales de citoyens, qui participent tant à la conception des projets, qu'à la gestion logistique et financière de leur réalisation, et à l'administration des biens publics produits (collectes de fonds et organisation des corvées) : comités de parents d'élèves, de santé, d'eau potable, de gestion des épiceries villageoises ou des postes de téléphonie rurale, etc. La gestion de ces services est une source appréciable de revenus pour les habitants des localités rurales, qu'il s'agisse de la rémunération des services spécialisés (maçons, menuisiers, fournisseurs de matériels), ou des éventuelles prébendes que s'octroient les intégrants des comités concernés.

L'essor des transferts sous forme de subsides focalisés vers certaines familles constitue un phénomène encore plus récent et structurant des dynamiques rurales. Presque inexistant en 1990, ces subsides constituent de nos jours l'axe principal des politiques publiques dans les zones rurales, avec la mise en marche du Programme d'appui aux campagnes (Procampo) fin 1993, puis celle du Programme éducation, santé et alimentation (Progresa) à partir de 1998. Conjointement, ils ont représenté près de 26 millions de pesos de transferts en 2000, c'est-à-dire plus de 40 % des revenus directs générés par l'agriculture (Tableau 2). À cette date, ils concernaient 3 224 producteurs dans le cas de Procampo et 8 032 mères de familles pour Progresa, soit respectivement 30 et 75 % des foyers de la région.

Si Procampo a été conçu pour encourager le maintien de l'activité agricole via l'attribution d'une prime par hectare cultivé (778 pesos en 2000, équivalant à 45 % de la valeur ajoutée de la culture pluviale du maïs), Progresa fournit aux mères de famille un revenu indépendant de l'organisation économique du foyer, seulement conditionné au suivi sanitaire et à l'assistance scolaire de leurs enfants. Alors que le chèque de Procampo est délivré à l'occasion de chaque cycle agricole (et souvent non sans retard), Progresa revêt la forme d'une bourse bimestrielle, qui pouvait atteindre en 2000 un montant de 1 260 pesos. En sus des transferts directs, Progresa présente l'avantage d'offrir un accès gratuit aux services médicaux et à certains médicaments (Escobar, 2000 : 271-272), ce qui revêt une importance particulière si l'on considère le coût structurel élevé des dépenses de santé pour les ménages paysans de la région.

Il convient à ce stade de souligner la situation particulière dont jouit le municipio de San Andrés Tuxtla au regard de la couverture spatiale et sociale de Progresa. De l'aveu des responsables régionaux du programme, San Andrés représente un cas inédit à l'échelle nationale de concentration de ses moyens : sa couverture s'étend à 121 des 124 localités rurales du municipio – certaines

d'entre elles intégrées à l'espace urbain de San Andrés<sup>6</sup> – et à 12 141 familles, c'est-à-dire 64 % des foyers ruraux recensés en 2000 ; cette proportion s'élève à 70 % des ménages dans les localités de moins de 2 500 habitants. Le montant total alloué par Progresa dans la zone d'étude en 2000 équivalait ainsi à la moitié de la valeur ajoutée de la production vivrière et au quart du revenu total du secteur agricole (Tableau 2). Conjointement, les différents programmes sociaux représentaient à cette date environ 40 % du revenu total que percevaient les familles paysannes (contre 13 % en 1995 et seulement 1,5 % en 1990), hors des transferts financiers réalisés par les travailleurs émigrés.

Le développement des migrations à grande distance constitue sans doute l'expression la plus visible des ajustements récents. Les déplacements de travail ne représentent en aucun cas une nouveauté pour les familles paysannes de la région : ils ont cours depuis au moins trente ans et ont permis d'absorber une bonne partie de l'excédent démographique des deux dernières générations. Jusqu'au début des années 1990, ils s'effectuaient toutefois dans un espace relativement restreint, circonscrit aux marchés de travail du Sud-Veracruz (couloir industriel de Coatzacoalcos-Minatitlán, bassins de production intensive d'ananas et de canne à sucre), au port de Veracruz et à la ville de Mexico. Ils

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DES REVENUS PROVENANT DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DES PROGRAMMES SOCIAUX (EN MILLIERS DE PESOS DE 2000)

	1990	1995	2000	Variation 1990/2000
Valeur ajoutée secteur vivrier	143 465	120 901,6	34 200,3	- 76,2 %
VA cultures commerciales	6 409,8	10 385	26 367,6	+ 311,4%
Valeur ajoutée élevage	5 431,1	3 305,7	1 968,4	- 63,75 %
VA totale agriculture	155 305,8	134 592,3	62 536,3	- 59,75 %
Infrastructures sociales	2 360,5*	6 456,2	15 409,4	+ 552,8%
Transferts Procampo		13 311,1	12 358	
Transferts Progresa			13 489,4	
Total Programmes sociaux	2 360,5	19 767,4	41 256,7	+ 1 647,8%
Revenu total	157 666,3	154 359,6	103 793	- 34,17 %
Total per capita (pesos)	3 147	2 775	1 778	- 43,51 %
Programmes sociaux / Revenu total	1,5 %	12,82 %	39,75 %	

\* Extrapolation à la zone d'étude à partir du total municipal, en référence à une captation moyenne de 36,75 % du budget municipal durant la période 1994-2000

*Nota* : Le revenu agricole est calculé sur la base d'une hypothèse de continuité dans les itinéraires techniques et n'inclut pas la production réalisée au niveau des jardins de case (cultures potagères, élevage de basse-cour)

Sources : Inegi, Censo agropecuario 1991 ; SAGAR, DDR 009 ; Sedesol Veracruz ; DIF San Andrés Tuxla ; H. Ayuntamiento de San Andrés Tuxtla

adoptaient la forme de mouvements pendulaires, compatibles avec l'engagement des migrants dans la production agricole familiale et le maintien d'une économie domestique territorialisée (Quesnel, 2002).

Les mouvements migratoires qui se développent depuis le milieu des années 1990 impliquent une rupture radicale avec cette organisation. En premier lieu, ils sont dirigés vers des bassins d'emploi très éloignés – les industries d'assemblage (*maquiladoras*) de la frontière nord et le marché du travail clandestin des États-Unis – et imposent l'absence prolongée de la main-d'œuvre : les distances en jeu, les coûts élevés de l'insertion dans ces marchés et l'insécurité qui pèse sur les travailleurs clandestins empêchent les va et viens réguliers – les migrants restent souvent éloignés plusieurs années. Ensuite, cette migration génère des revenus beaucoup plus conséquents pour les familles qui ont pu financer l'insertion professionnelle de certains de leurs membres : les salaires minima sont trois fois plus élevés dans l'industrie d'assemblage et dix fois supérieurs de l'autre côté de la frontière. Enfin, elle constitue un phénomène explosif : ce n'est pas moins de 10 % de la population masculine de 15 à 34 ans qui a abandonné le municipe de San Andrés Tuxtla entre 1995 et 2000 (Tableau 3 et Figure 3).

TABLEAU 3 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DÉMOGRAPHIQUES PAR SEXE ET PAR AGE DANS LE MUNICIPE DE SAN ANDRÉS TUXTLA ENTRE 1990 ET 2000

	Population totale		Population masculine		Population féminine	
	Total	15-34 ans	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes
1990	124 110	43 671	21 480	59,30%	22 191	59,44%
1995	136 628	49 124	24 229	57,47%	24 895	57,43%
2000	141 645	47 296	21 698	52,09%	25 598	54,26%
Variation 1990/2000	+ 13,65%	+ 8,30%	+ 1,01%	- 12,15 %	+ 15,35%	- 8,71 %
Variation 1995/2000	+ 2,80%	- 3,72 %	- 10,45 %	- 9,36 %	+ 2,82%	- 5,52 %

Sources : Inegi, Censo General de Población 1990; Conteo de Población y Viviendas 1995; Censo General de Población 2000

Une enquête réalisée en 1999, auprès de 161 familles paysannes de la région<sup>7</sup>, révèle que 57,6 % des foyers ayant une assise foncière et 36,2 % des paysans sans terre percevaient alors un revenu migratoire ; pour les familles concernées, le montant moyen de ces transferts s'élevait à 5 190 et 2 490 pesos respectivement (545 et 262 dollars), soit 89 et 43 % de la valeur moyenne de leur production agricole (Tableau 5). Si l'on généralise ces transferts à l'ensemble des 10 675 ménages recensés dans la zone d'étude, en tenant compte de la proportion de titulaires fonciers enregistrés par le RAN, les revenus apportés par les migrants auraient alors représenté près de 42 millions de pesos (plus de

FIGURE 3.1 : PYRAMIDES DES AGES EN 1990 ET 2000

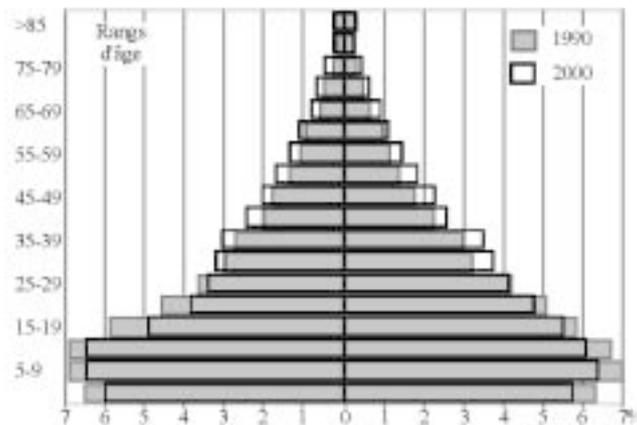
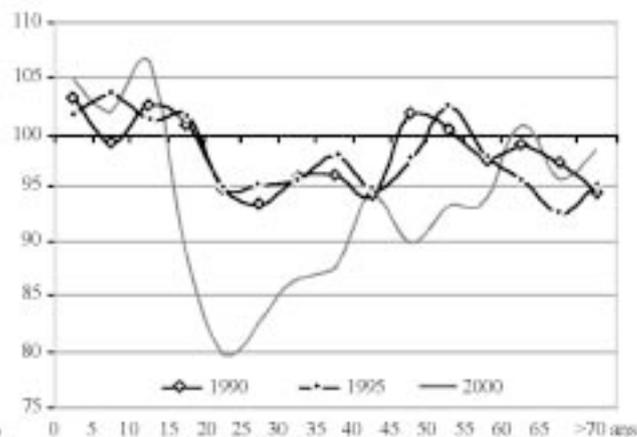


FIGURE 3.2 : VARIATION DU SEX-RATIO PAR AGE 1990-2000



Sources : Inegi, Censo General de Población 1990, Conteo de Población y Viviendas 1995 et Censo General de Población 2000

4,5 millions de dollars). Si ces transferts se sont maintenus en 2000 – et les dynamiques observées suggèrent qu'ils se sont accrus – la production agricole réalisée hors des jardins domestiques aurait alors constitué seulement 43 % du revenu total des ménages (autoconsommation incluse), le complément étant apporté à parts égales par les différents programmes sociaux et par les migrants.

Au-delà des approximations inhérentes à ce type de calcul, ces chiffres mettent en évidence un changement de registre fondamental dans les bases de reproduction des familles tuxtèques : l'économie paysanne a cessé de reposer sur les activités agricoles et une organisation territorialisée, pour dépendre

majoritairement de transferts d'origine extralocale, dissociés de la production. Cette tendance génère par ailleurs ses propres effets cumulatifs : à mesure que les départs en migration augmentent, alors que les niveaux de scolarisation s'améliorent grâce à Progresa, la force de travail familial se trouve moins disponible pour les tâches agricoles et son coût d'opportunité s'accroît ; la marge monétaire des activités agricoles se trouve réduite d'autant – ce qui diminue les possibilités de reconversion dans des productions intensives en travail – et la dépendance vis-à-vis des transferts extérieurs se trouve renforcée.

D'autre part, à la différence des financements que fournissaient les agences publiques d'appui au secteur agricole (banques de crédit rural, entreprises agro-industrielles), ces transferts ont cessé de transiter par des organisations corporatives (associations de producteurs) liées à l'*ejido*, pour dépendre directement de l'organisation familiale, comme dans le cas des subsides focalisés ou des revenus migratoires. Cette évolution postule une révision des relations que maintiennent les familles paysannes avec leur localité et ses organes de gouvernement. Conjointement aux réformes de la Loi agraire, elle semble conduire à l'affaiblissement de l'*ejido* en tant qu'institution et espace privilégiés d'exercice de la régulation sociale, politique et économique. Dans la partie suivante, nous examinerons les termes de cette redéfinition des rapports entre individu et *ejido* et des attributions de celui-ci.

## LA CAPTATION DES TRANSFERTS D'ORIGINE EXTRALOCAL : VERS UNE « RE FONCTIONNALISATION » DU TITRE FONCIER

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la façon dont s'organisent la captation et l'assignation des ressources d'origine extralocale (subsides sociaux, projets d'infrastructures, revenus migratoires) qui parviennent aux familles rurales ; nous analyserons en particulier les relations qui existent entre la distribution des droits fonciers et les mécanismes de gestion de ces fonds, ainsi que les procédés à travers lesquels les organes de gouvernement de l'*ejido* parviennent à investir des champs de compétences qui échappent formellement à leurs attributions légales.

### **Les avatars de Procampo :**

#### **vers la construction d'une rente foncière ?**

Le Programme d'appui aux campagnes (Procampo) revêt la forme d'un subside attribué aux producteurs vivriers afin de compenser les effets dépressifs du processus de dérégulation de ce secteur. Cet objectif a souffert certaines altérations au fil des années. En premier lieu, malgré les réévaluations censées compenser l'inflation, la valeur réelle de la dotation par hectare a diminué de 33 % entre 1993 et 2000. Ensuite, le subside qui était initialement alloué aux seules productions vivrières (céréales, oléagineux et protéagineux) a été élargi, à partir de 1996, à plus de 200 cultures, dont les prairies, afin d'encourager les processus de reconversion productive. Enfin et surtout, les appuis financiers censés être distribués aux producteurs sont affectés dans la pratique en fonction des parcelles afin de simplifier la gestion et le suivi administratifs du programme : leur délivrance est ainsi conditionnée à la présentation d'un titre

foncier ou, à défaut, d'un contrat de fermage formel ; ce procédé favorise les propriétaires fonciers cherchant à s'approprier ces ressources au détriment des paysans qui cultivent réellement les terres (Léonard, 2000).

Ce phénomène apparaît clairement au sein des statistiques officielles : dans les *ejidos* de la zone d'étude, le nombre de producteurs émargeant au programme a diminué de 37 % depuis 1995, alors que la surface subventionnée est restée constante, de sorte que le montant moyen perçu par chaque bénéficiaire s'est accru d'un tiers en termes réels (Tableau 4). Cette évolution relève de la construction d'une rente foncière. De nos jours, les accords de fermage et même les prêts de terre entre parents incluent une clause selon laquelle l'utilisateur renonce au subside au profit du titulaire de la parcelle. En 2000, la mise en location et la perception de Procampo à l'occasion des deux cycles du calendrier agricole procuraient au propriétaire 73 % de la valeur ajoutée moyenne des deux récoltes de maïs, alors qu'en 1995, elles ne représentaient que 35 % de celle-ci. En 2000, ces revenus représentaient 21,5 % de la valeur moyenne de la terre<sup>8</sup>, soit un niveau de rémunération du capital très supérieur à celui qu'offraient alors les banques de la place.

TABLEAU 4 : ÉVOLUTION DE LA DISTRIBUTION DES SUBSIDES À LA PRODUCTION AGRICOLE (PROCAMPO) DANS LES *EJIDOS* DE LA ZONE D'ÉTUDE (EN PESOS DE 2000)

Années	1995	1997	1998	1999	2000	Variation 1995/2000
Superficie subventionnée	7 635,2 has	8 036 has	7 896,1 has	7 978,3 has	7 974,4 has	+ 4,44 %
Nombre de bénéficiaires	5 133	3 889	3 291	3 313	3 224	- 37,2 %
Sup. moyenne par bénéficiaire	1,49 has	2,07 has	2,40 has	2,41 has	2,47 has	+ 66,3 %
Montant moyen par bénéficiaire	\$ 1 417	\$ 1 672	\$ 1 810	\$ 1 859	\$ 1 922	+ 35,6 %

Source : SAGAR, Distrito de Desarrollo Rural 009, San Andrés Tuxtla

### Les filtres de la distribution de Progresa

Si la rappropriation de Procampo par les propriétaires fonciers apparaît logique s'agissant de transferts liés à la production agricole, leur intervention dans l'assignation de ressources qui sont formellement dissociées de celle-ci soulève davantage de questions. Progresa vise à substituer aux formes traditionnelles de mise en œuvre des programmes sociaux, médiatisées par des organisations corporatives ou territoriales, un lien direct entre les bénéficiaires et l'administration publique, tout en minimisant les médiations entre ces parties. La réalité montre cependant que les objectifs d'extrême focalisation, qui passent par l'identification précise des contextes locaux et, dans ces contextes, des situations familiales,

s'affranchissent difficilement des interférences des organisations locales existantes et des rapports de pouvoir auxquels les bénéficiaires potentiels sont soumis.

San Andrés Tuxtla fournit un bon exemple de ce dilemme. La concentration des moyens de Progresa sur ce municipio est difficilement explicable – dans son voisinage proche, de nombreuses zones, pourtant plus pauvres, n'ont pas bénéficié d'une telle générosité – si l'on néglige l'importance géopolitique que les pouvoirs publics ont prêtée à cette région au long de l'histoire récente, ainsi que la perte d'audience que le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) y a subi au cours des années 1988-1997. Le souci de maintenir les Tuxtlas dans le giron de l'« institutionnalisme » a sans doute largement pesé en faveur de l'extension du programme au plus grand nombre de familles, et influencé la façon dont l'information stratégique le concernant a circulé au sein de la population paysanne.

Le fait est que l'« Enquête sur les caractéristiques socioéconomique des ménages », qui a servi de base à l'élaboration du registre des bénéficiaires, fut notifiée par la municipalité aux agents locaux qui offraient à leurs yeux les meilleures garanties de fiabilité politique : dans les villages où les partis d'opposition possédaient une forte assise, ce ne furent pas les autorités locales compétentes – les « agents municipaux », élus au suffrage universel – qui furent chargées de diffuser l'information, mais le comité exécutif de l'*ejido*, dont la loyauté était majoritairement acquise au PRI. En outre, à la différence de ce qui s'est produit dans d'autres régions du pays (Escobar, 2000), ces autorités furent fréquemment informées de la finalité de l'enquête. De sorte que la quasi-totalité des tenants de l'*ejido* furent avisés des dates de réalisation de cette enquête – et beaucoup d'entre eux de ses objectifs – quand nombre de ménages sans parenté directe avec eux en ignorèrent jusqu'à l'existence<sup>9</sup>.

Ces modalités de circulation de l'information ont induit un biais dans l'identification des bénéficiaires. En 1999, les ménages disposant d'un titre foncier, représentant 44 % des familles de la zone d'étude, fournissaient 40,4 % des bénéficiaires de Progresa, ce qui montre que le statut foncier n'a pas constitué un facteur discriminant dans l'établissement des critères de pauvreté (Tableau 5). À l'inverse, si l'on examine plus en détail la position des ménages sans terre attributaires des subsides, la proximité sociale avec un titulaire foncier semblait avoir joué un rôle prépondérant dans cet accès : 70 % de ces familles avaient une filiation avec un ejidataire, quand la majorité (53 %) des ménages dépourvus d'un lien de parenté directe avec un titulaire foncier (c'est-à-dire les plus marginalisés *a priori* quant à leur accès aux activités productives) en étaient exclus.

En dépit de la sophistication des méthodes employées pour éviter les détournements communs aux projets sociaux antérieurs, ces données indiquent que la propriété foncière ou la forte proximité sociale avec un propriétaire (parenté, *compadrazgo*) constituent des discriminants de poids dans l'accès aux subventions publiques. La situation qui prévaut dans les Tuxtlas illustre bien les difficultés qu'éprouvent les agences de développement pour contourner les logiques et les structures de médiation entre l'« État local » et les organisations villageoises, ainsi que la capacité des groupes de pouvoir traditionnels à s'arroger une place centrale dans la gestion des flux financiers et d'information dirigés vers les localités rurales.

### L'organisation ejidale et la gestion des projets d'infrastructures sociales

Azuela (1995 : 486), dans une étude menée au début des années 1990 dans les principales localités rurales des Tuxtlas, a montré que les chefs de famille non ejidataires étaient alors « exclus de la gestion des biens publics de leur village et, en général, privés de toute forme de participation à ce qui constitue de véritables communautés politiques ». Bien que les équipements supportant la prestation des services publics (écoles, adductions d'eau potable, dispensaires, éclairage public) avaient été construits et étaient entretenus avec la participation de l'ensemble de la population, Azuela observait que l'assemblée et le comité exécutif de l'*ejido* assuraient directement la gestion de ces infrastructures ou désignaient les responsables des comités qui en avaient la charge.

Depuis la réalisation de cette étude, les réformes de 1992 ont restreint les attributions légales des organes de gouvernement de l'*ejido* au seul champ de la régulation foncière, alors que les politiques de décentralisation élargissaient dans le même temps la sphère de compétence d'autres organisations locales, formellement dissociées de l'*ejido* et relevant du suffrage universel, comme l'agence municipale, dans le domaine de la gestion des biens publics et des fonds qui leur sont destinés. Les entrevues réalisées dans une dizaine de villages suggèrent pourtant que l'assemblée ejidale et son comité exécutif conservent la mainmise sur les mécanismes de gouvernement local.

Dans la grande majorité des cas, autant les agents municipaux que les membres des comités chargés de la réalisation et de la gestion des infrastructures sociales ou des autres services publics (épiceries villageoises du secteur subventionné, téléphone rural), sont certes élus par l'ensemble de la population, mais sur la base de candidatures concertées au sein de l'assemblée ejidale. Les processus électoraux n'ont alors d'autre fonction que de valider les pratiques traditionnelles de cooptation des représentants locaux, même si celles-ci ont acquis une forme plus démocratique et polémique avec l'irruption du multipartisme dans les arènes politiques locales. Dans la majorité des villages, les autorités ejidales se chargent également de collecter les fonds et d'organiser les travaux collectifs destinés à l'entretien de ces infrastructures. La réforme ejidale semble donc n'avoir affecté que très superficiellement les systèmes locaux de gouvernement.

Cela est particulièrement évident si l'on examine le statut administratif réservé aux zones habitées des *ejidos*, où sont concentrés les services publics. À la fin 2000, 12 des 33 *ejidos* qui avaient mené à son terme le Programme de certification de droits fonciers (Procede) avaient résolu de ne pas régulariser la tenure des lopins résidentiels, ce qui aurait conduit à l'enregistrement des titres émis au cadastre et au transfert de la gestion des espaces concernés par l'administration municipale. Si l'on ajoute à ce total les communautés qui n'avaient pas encore conclu les démarches de titularisation, ce sont la moitié des *ejidos* de la région (20 sur 41), regroupant 37 % des villages et 40 % de la population, qui conservaient le contrôle administratif formel des zones urbanisées. À l'image des situations observées par Azuela il y a dix ans, ces communautés fonctionnent encore largement comme des enclaves corporatives, indépendantes des institutions politiques municipales. Et les *ejidos* qui composent l'autre moitié, bien qu'ils aient procédé à la régularisation de leurs espaces résidentiels, n'ont qu'à de rares exceptions modifié leurs systèmes de direction.

### **L'organisation des migrations à longue distance : les rapports complexes entre la détention des titres fonciers et la captation des revenus migratoires**

Les formes de la mobilité sont fortement marquées par les contextes locaux et la nature des liens sociaux propres à chaque village : à quelques kilomètres de distance, on trouve ainsi des localités dont une portion considérable des jeunes adultes réside aux États-Unis ou dans les zones industrielles de la frontière nord, et d'autres où les migrations de travail se développent encore dans un univers régional restreint. Du fait de leur caractère récent, l'impact économique de ces déplacements demeure par ailleurs difficile à mesurer : la quantification des transferts financiers est rendue difficile par la priorité accordée au paiement des dettes contractées pour financer la migration, par la périodicité irrégulière et le montant variable de ces transferts, ainsi que par la forte variabilité des destinataires au sein d'un même groupe domestique – père, mère ou épouse du migrant, qui résident fréquemment sous le même toit. Certains traits récurrents de cette mobilité permettent cependant de pointer des tendances généralisables et structurantes.

En premier lieu, la migration à longue distance requiert la mobilisation d'un capital social et monétaire sans commune mesure avec les investissements mis en jeu pour se déplacer vers les bassins d'emploi du Sud-Veracruz ou du centre du pays. En l'absence d'une diaspora organisée, l'accès au marché de travail clandestin aux États-Unis, de loin le plus rentable, repose sur des filières clandestines qui encadrent les candidats depuis leur village d'origine jusqu'à leur futur poste de travail. Ces organisations permettent de minimiser les risques d'échec au franchissement de la frontière, puis dans la recherche d'emploi, mais leur coût est prohibitif au regard des revenus agricoles dans la région : en 2000, les clandestins devaient assumer un investissement variant entre 1 200 et 2 000 dollars, soit la valeur ajoutée de 10 à 17 hectares de maïs. Dans la grande majorité des cas, ces sommes sont réunies en faisant appel à des usagers locaux et en se soumettant à des taux d'intérêt fluctuant entre 10 et 20 % *par mois*. La production agricole ne permettant pas de couvrir de tels coûts financiers, la mise en gage d'un titre foncier est systématiquement requise pour accéder à ces prêts. Même lorsque des parents ou des amis déjà établis aux États-Unis font l'avance d'une partie de cet investissement, pour un coût bien moindre, leur appui est fréquemment conditionné à des garanties de solvabilité que la propriété foncière est seule ou presque à fournir.

Mais les rapports entre la propriété et les nouvelles formes de migration ne se limitent pas au financement de ces dernières. Il est frappant de constater à quel point la mobilité des jeunes tuxtlèques est réduite au sein des nouveaux marchés de travail. Cela est évident dans le cas des clandestins aux États-Unis, mais s'avère aussi vrai lorsqu'il s'agit de passer d'un bassin industriel à un autre à l'intérieur du territoire mexicain : les changements d'emploi passent fréquemment par un retour au village, la négociation d'un nouveau contrat et un nouveau voyage, en affrontant les coûts afférents à ces déplacements. La mobilité à l'intérieur des marchés « émergents » de travail, qu'ils soient nationaux ou transnationaux, est en effet rendue difficile par l'incomplétude de ces marchés, leur segmentation, la distance structurelle et culturelle qui sépare les secteurs sociaux impliqués dans la transaction salariale et, de façon générale, par les

asymétries informationnelles dont pâtissent les travailleurs provenant des zones rurales, en particuliers s'ils sont d'origine indigène : leur maîtrise déficiente des systèmes extralocaux d'information place les migrants dans une situation d'incertitude et d'instabilité qui limite leur capacité à se déplacer de manière autonome dans les marchés de travail.

Ces conditions soulignent la nécessité pour les travailleurs migrants de recourir à des espaces sociaux où peut s'effectuer « la rencontre entre modes « experts » et « locaux » de connaissance ; les chocs et les ajustements entre des cadres épistémologiques et culturels contrastés ; [ainsi que] la transformation de la connaissance [...] au niveau des interfaces entre les institutions [extérieures] et les groupes « récepteurs » » (Long, 1996 : 38). Pour les paysans des Tuxtlas, la production d'information « utile », facilement et rapidement utilisable, se réalise principalement au niveau d'interfaces socialement et géographiquement situées : dans leur communauté d'origine ou au niveau de groupes étroitement liés à celle-ci. C'est là qu'est mise en forme la connaissance relative à l'offre segmentée d'emploi et aux différents réseaux de migration, que s'obtiennent les recommandations et les financements nécessaires à la mise en œuvre des stratégies migratoires. Il existe ainsi une forte territorialisation des marchés de l'information utile – de la *connaissance pratique*.

Comme nous l'avons vu au sujet des projets de développement social, les interfaces entre les sociétés locales et les organisations de tous types qui interviennent dans leur mise en rapport avec la société « globale » sont occupées, en majorité, par des acteurs qui relèvent de l'institution ejidale. L'assemblée ejidale et les organisations qui en procèdent demeurent les espaces privilégiés où est canalisée, traitée et ventilée l'information stratégique relative aux opportunités d'emploi, aux réseaux d'appui aux migrants, aux mécanismes de financement, etc., qui détermine la capacité des acteurs locaux à tirer le meilleur parti de l'élargissement de leur univers économique. Ces espaces ne sont bien sûr pas les seuls à intervenir dans le traitement de l'information, mais, dans la situation actuelle de structuration incomplète des réseaux locaux d'émigration, ils offrent une alternative facilement localisable pour y accéder.

Une forte proximité sociale avec les titulaires fonciers constitue ainsi un précieux viatique pour accéder dans les meilleures conditions aux marchés de travail émergents. Ils fondent en contrepartie des relations de dépendance entre les jeunes migrants et leurs parents dotés de terre qui soutiennent leur mobilité. L'enquête réalisée en 1999 révèle ainsi que les ménages disposant d'une assise foncière sont beaucoup plus impliqués dans la migration à longue distance, mais aussi, de façon générale, dans l'ensemble des marchés transrégionaux de travail : ces ménages comptent en moyenne 1,2 de leurs membres hors de la région, contre 0,5 seulement dans le cas des familles sans terre (Tableau 5) ; cette situation se traduit par des transferts financiers en direction de la famille de 40 % plus importants. Les écarts liés au statut foncier des chefs de ménage sont encore plus prononcés si l'on exclut de l'échantillon les localités périurbaines : dans des contextes strictement ruraux, le nombre de membres émigrés est presque quatre fois supérieur dans le cas des familles dotées en terre, et leurs apports financiers sont de 76,5 % plus élevés – ce qui suggère également que, du fait de leur plus grand nombre, les migrants provenant d'un ménage pourvu en terre sont moins sollicités par leur groupe familial, et que leur capacité d'épargne individuelle est supérieure.

TABLEAU 5 : LES TRANSFERTS FINANCIERS NON AGRICOLES VERS LES FAMILLES PAYSANNES  
DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES LOCAUX ET SELON LE STATUT FONCIER EN 1999

Contextes :		Périurbain		Rural		Général	
		Avec terre	Sans terre	Avec terre	Sans terre	Avec terre	Sans terre
Nombre de cas		16	28	59	58	75	86
Nombre d'individus hors localité	Marchés traditionnels	3	19	71	19	74	38
	Marchés émergents	0	1	15	4	15	5
	Moyenne/famille	0,19	0,71	1,46	0,4	1,19	0,5
% familles percevant des transferts	Progresa	25 %	35,7 %	35,6 %	53,4 %	33,3 %	47,7 %
	Procampo	6,25 %	0 %	84,75 %	17,2 %	68 %	11,6 %
	Migratoires	12,5 %	57,1 %	57,65 %	36,2 %	48 %	43 %
Montant transferts par famille (pesos)	Subsides	\$ 377,5	\$ 308,6	\$ 2 677,9	\$ 958,3	\$ 2 187	\$ 746,8
	Revenus migratoires	\$ 306,25	\$ 3 042,9	\$ 5 189,8	\$ 2 941,4	\$ 4 148	\$ 2 974,4
	Total	\$ 683,75	\$ 3 351,5	\$ 7 867,7	\$ 3 899,7	\$ 6 335	\$ 3 721,2

Source : Enquête Moreso, IRD-CIESAS, 1999.

Ce bref panorama montre à quel point le statut foncier s'avère déterminant quant à la capacité des familles paysannes à s'approprier les transferts financiers d'origine extérieure. Facteur de production d'importance déclinante, la terre représente une ressource politique centrale pour accéder à ces capitaux. Si l'on se réfère à l'échantillon de 117 familles rurales enquêtées en 1999 (Tableau 5), il apparaît que le montant moyen des transferts captés sous forme de subsides directs (Progresa et Procampo) ou de revenus migratoires est deux fois plus important dans le cas des ménages qui disposent d'une assise foncière – cet écart se réduit à 70 % si l'on tient compte des 44 familles installées dans un contexte périurbain, qui ont vécu un processus plus précoce d'insertion dans les marchés de travail non agricole.

### CONCLUSION : MISE EN RÉSEAU DES ESPACES DE REPRODUCTION SOCIALE ET « RELOCALISATION » DES DYNAMIQUES ORGANISATIONNELLES

Le contrôle foncier demeure plus que jamais un facteur central de la reproduction des familles paysannes, non plus du fait de la maîtrise de l'espace productif

auquel il renvoie, mais parce qu'il détermine l'accès aux ressources organisationnelles et informationnelles qu'offre la localité. Sont ainsi posés les termes d'une « *refonctionnalisation* » de la localité rurale au sein du nouvel espace économique défini par la migration et les politiques de décentralisation. Quand bien même l'organisation des sociétés paysannes déborde du cadre territorial de l'ancienne communauté agraire, pour épouser les contours des espaces réticulaires, souvent transfrontaliers, qui servent de support aux stratégies de reproduction sociale de leurs membres, cette organisation conserve une forte polarisation vers le territoire d'origine. Le cas des Tuxtlas montre que les flux d'information – déterminant dans une large mesure la capacité des acteurs ruraux à tirer le meilleur parti du processus de « globalisation » dans lequel ils sont pris – sont socialement et géographiquement orientés : ils convergent vers la communauté agraire et se concentrent sur un nombre limité d'espaces sociaux, au niveau desquels s'effectue la production de la connaissance pratique relative aux marchés de travail, aux réseaux migratoires, aux subsides et aux projets qui émanent d'organisations extralocales.

On assiste dès lors à un double jeu contradictoire quant aux dynamiques territoriales : d'une part les stratégies d'autonomisation de certains groupes sociaux vis-à-vis du pouvoir politique local – afin de se doter d'une capacité propre de négociation et de gestion des fonds de développement (infrastructures et subsides à la pauvreté) – donnent pied à une dynamique de ségrégation et de reconnaissance administrative de « nouvelles » localités rurales ; d'autre part, la prééminence des autorités ejidales et de la communauté agraire dans la collecte, le traitement et la production de l'information « utile » contribue à réaffirmer leur centralité dans les processus d'articulation des économies familiales avec les marchés économiques et politiques en recomposition. Si les recensements de 1990 et 2000, ainsi que le Comptage de population de 1995 mettent en évidence une dynamique soutenue de « création » de nouvelles localités dans l'ensemble du Sud-Veracruz et particulièrement dans les Tuxtlas, cette dynamique s'avère particulièrement accentuée dans les zones de propriété privée, alors qu'elle apparaît contenue dans les zones ejidales.

Dans le jeu de mise en concurrence internationale des agricultures paysannes sur la base de leurs « avantages comparatifs », la capacité des localités rurales à construire et consolider leur propre territoire politique apparaît ainsi comme l'un des facteurs de la reproduction des économies familiales. La permanence de l'ejido en tant que centre de l'organisation politique et économique du milieu rural des Tuxtlas, au-delà des réformes légales qui visaient son affaiblissement et, à terme, sa disparition, pourrait ainsi constituer la clé de la construction et de la pérennité d'une économie paysanne pluri-active et pluri-localisée.

### Notes

- 1 Ce phénomène est nettement perceptible sur le versant pacifique de l'altiplano central (Basse-Californie, Sonora, Sinaloa, Nayarit, Jalisco, Colima, Michoacán et Guerrero) dans le cas des productions maraichères destinées à l'exportation (melon, pastèque, tomate, raisin de table, courgette, cornichon, etc.), dont les filières sont étroitement encadrées par un nombre limité de firmes qui assurent la fourniture des intrants, depuis les semences issues du génie génétique jusqu'à la main d'œuvre saisonnière, le conditionnement et la commercialisation des produits, et même, de plus en plus souvent, l'ensemble des opérations de culture sur des terres prises en location.
- 2 La surface cultivée de tabac brun, qui était passée de 750 à près de 3 500 hectares entre 1992 et 1998, a ensuite reculé à un niveau proche de 2 000 has au cours des deux années suivantes.
- 3 Procédés qui alimentent un système efficace d'extraction du surplus paysan : depuis 1996, le maïs acheté entre 1,00 et 1,10 pesos (0,11 à 0,12 dollars) par kg à la récolte, en paiement des avances consenties durant le cycle de culture, est revendu quatre ou cinq mois plus tard par les mêmes acteurs avec un profit de 50 à 100 %.
- 4 Le Programme d'appui aux campagnes (Procampo) promulgué en 1993, est destiné à compenser les effets de la dérégulation du secteur vivrier, via l'octroi d'une prime par hectare cultivé. Les surfaces qui en bénéficient (9 394 has durant le cycle pluvial 2000, soit le cinquième de la superficie cultivée dans la zone d'étude) sont l'objet d'un suivi qui permet d'enregistrer les changements opérés dans l'utilisation des sols.
- 5 Selon l'« indice de marginalité » élaboré par le Conseil National de la Population, San Andrés Tuxtla occupait en 1995 la quatre-vingt huitième position parmi les 1 403 municipes du pays quant au niveau de pauvreté (Sánchez Almanza, 2000)
- 6 Alors que, le programme concerne exclusivement les zones rurales.
- 7 Enquête « Mobilité et reproduction sociale dans le Sud-Veracruz » (Moreso), IRD-CIESAS, sous la direction d'A. Quesnel.
- 8 Selon sa qualité agronomique et sa situation par rapport aux chemins et aux points d'eau, la valeur d'un hectare varie entre 6 000 pesos (650 dollars) dans les zones accidentées et enclavées et 25 000 pesos (2 700 dollars).
- 9 Nous avons constaté dans différents villages de la région que certains foyers n'avaient pas été enquêtés du fait de l'absence du chef de famille, parti travailler son champ ou en migration ; les épouses, lorsqu'elles étaient elles-mêmes présentes, avaient refusé de répondre aux questions d'un inconnu.

### Bibliographie

- Azuela A., 1995, « Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas », dans *Estudios Sociológicos*, XIII (39), México, Colegio de México, p. 485-500.
- Davis B., 2000, « Las políticas de ajuste de los ejidatarios frente a la reforma neoliberal en México », dans *Revista de la CEPAL*, 72, México, p. 99-119.
- Escobar A., 2000, « Progreso y cambio social en el campo en México », dans E. Valencia Lomeli et al (coords), *Los dilemas de la política social, ¿Cómo combatir la pobreza?*, México, Universidad de Guadalajara – ITESO – Universidad Iberoamericana, p. 257-282.
- Leonard É., 2000, « Nuevas formas de intervención en el agro y reconstrucción de las clientelas rurales en la Sierra de Los Tuxtlas », dans É. Léonard & E. Velázquez (coords), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, México, CIESAS – IRD, p. 129-242.
- Leonard É. et MacKinlay H., 2001, « Les producteurs mexicains de tabac face à la privatisation du monopole public Tabamex : appropriation individuelle ou collective ? », dans *Revue Tiers Monde*, XLI (164), Paris, p. 841-864.
- Long N., 1996, « Globalización y localización : nuevos retos para la investigación rural » dans S. Lara. & M. Chauvet (coords), *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio (I)*. La

*inserción de la agricultura mexicana en la economía mundial*, UAM-UNAM-INAH-Plaza y Valdés, México, p. 35-74.

Quesnel A., à paraître, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz », dans É. Léonard, A. Quesnel et E. Velázquez (coord.), *Regulaciones y políticas agrarias. Juegos de actores y dinámica de los poderes*, México, CIESAS-IRD.

Sanchez Almanza, A., 2000, *Marginación e ingreso en los municipios de México. Análisis para la asignación de recursos fiscales. Base de datos por municipio*, México, UNAM-Miguel Ángel Porrúa.

### RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le travail présenté ici se propose d'analyser les modalités de reconstitution des espaces ruraux mexicains dans le cadre de la ratification du Traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (Alena). On assiste ainsi à la reconstitution et à la mise en réseau de certains territoires autour des filières de production, conditionnement et mise en marché de produits frais à forte intensité en travail et capital. L'enquête porte plus particulièrement sur la région des Tuxtlas, au sud de l'État de Veracruz, zone d'agriculture paysanne faiblement capitalisée, à l'exception de sa portion nord-est qui constitue, depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un bassin de production de tabac destiné au marché international des cigares, et le principal marché de travail de la région

\*\*\*

*El propósito de este trabajo es analizar las modalidades de recomposición de los espacios rurales mexicanos, en el marco de la ratificación del Tratado de Libre Comercio con los EE-UU y el Canadá (TLC). Es así como asistimos a la recomposición y puesta en red de unos territorios alrededor de las ramificaciones de producción, condicionamiento y venta de productos frescos, con gran intensidad en trabajo y capital. La investigación está enfocada en la región de los Tuxtlas,*

*ubicado al sur del estado de Veracruz, región de agricultura campesina con bajos niveles de capitalización, salvo en su parte Norte-Este, la cual constituye, desde la segunda mitad del siglo XIX, una cuenca de producción de tabaco destinado al mercado internacional de los puros, y principal mercado de trabajo de la zona.*

\*\*\*

The work presented here proposes to analyse the methods of reconstitution of rural spaces in Mexico in the name of the ratification of the free-trade agreement with the United States and Canada (Nafta). One witnesses in this manner the reconstitution and the putting into the network of certain territories around the networks of production, packaging, and sale of fresh products with strong emphasis on work and capital. The investigation focuses on the region of Tuxtlas, in the south of the state of Veracruz, a poorly funded agricultural zone, with the exception of the region's north-east area which has constituted, since the second half of the 19th century, a base for the production of tobacco destined for the international cigar market, and the principal work-market of the region.

---

Mots clés : Mexique, Tuxtlas, espace rural, territoire, réseaux, Alena  
 Palabras claves : México, Tuxtlas, espacio rural, territorios redes, TLC  
 Keywords : Mexico, Tuxtlas, rural space, territories, networks, Nafta



LABOURAGE POUR LES SEMAILLES DU MAIS PLUVIAL, SUR LES HAUTEURS DE SAN ANDRÉS TUXTLAS (CLICHÉ : ÉRIC LÉONARD)